



PRÉFET DE LA HAUTE- LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

Bureau des collectivités territoriales et
de l'environnement

ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° BCTE/2020-174 du 9 décembre 2020
pris en l'encontre de la Scierie MOULIN, ZA de Ville, 43220 DUNIERES
en vue de la régularisation de sa situation administrative

Le préfet de la Haute-Loire,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU les arrêtés préfectoraux n°1D4-92-477, 2001-389, D2B1/2006-589, DAI-B1/2008-212, DIPPAL-B3/2017-003, BCTE 2018-010 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 octobre 2020, transmis à l'exploitant, conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté reçu par l'exploitant le 23 novembre 2020, ainsi que le courrier lui demandant de faire part de ses observations au préfet sous un délai maximal de 10 jours ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 22/10/2020 l'inspecteur des installations classées a constaté que des écarts soulevés lors de précédentes visites n'ont pas été soldés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la Scierie MOULIN de régulariser sa situation administrative ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet de la mise en demeure

La Scierie MOULIN exploitant une installation classée soumise à autorisation située en ZA de Ville sur le territoire de la commune de DUNIERES est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en transmettant à l'inspection des installations classées :

- un rapport d'un bureau de contrôle attestant la conformité des installations par rapport aux différentes études foudre ;

- un rapport déterminant l'origine de la concentration en propiconazole détectée dans les eaux souterraines du site et de proposer des solutions pour diminuer cette concentration ;
- un porter à connaissance dans le cadre de l'arrêt de la chaudière biomasse du site et de la mise en place d'un réseau de chaleur ;
- un rapport d'analyse sonore du site réalisé par un laboratoire agréé.

Le délai pour la transmission de ces documents est fixé à **4 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La juridiction administrative peut être saisie par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément à l'article R 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Exécution

Le préfet de la Haute-Loire, la sous-préfète d'YSSINGEAUX, le maire de DUNIERES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Scierie MOULIN.

Fait au Puy en Velay, le 9 décembre 2020

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général,


Rémy DARROUX